

ARRIVE LE  
18 JUIL. 2016  
DDT des Yvelines  
SPACT/Secrétariat



**COPIE**

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION

ARRIVE LE  
22 JUIL. 2016  
DDT des Yvelines  
SPACT/Planification Versailles

Versailles, 21 MAI 2015

Direction régionale  
des affaires culturelles  
d'Île-de-France

Service territorial de  
l'architecture et du  
patrimoine des Yvelines

Affaire suivie par : Julia Bertaudon  
Tél : 01 39 50 50 60  
Courriel : [julia.bertaudon@culture.gouv.fr](mailto:julia.bertaudon@culture.gouv.fr)

Réf : JB/SL/n° 306  
P.J. : Extrait atlas des patrimoines  
servitudes MH

L'architecte des bâtiments de France  
Adjoint au chef du service territorial de l'architecture et du  
patrimoine des Yvelines

à  
Direction départementale des territoires  
des Yvelines  
SUBT / Planification  
35 rue de Noailles  
78011 VERSAILLES cedex

Objet : Commune de Lainville-en-Vexin – Élaboration du PLU  
Porter à connaissance

À la suite de votre consultation portant sur l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme cité en objet, j'ai l'honneur de vous faire savoir que le territoire de la commune de Lainville-en-Vexin est affecté par les servitudes suivantes :

## I. SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE – PATRIMOINE CULTUREL

### a) Monuments historiques

#### • Édifice inscrit

- Église et croix de cimetière : inscription par arrêté du 30 mars 1944

*Édifice inscrit au titre des monuments historiques situé sur la commune de Sailly dont le périmètre de protection couvre une partie du territoire de la commune de Lainville-en-Vexin*

- Abbaye de Montcient (vestiges), XII<sup>e</sup> et XIII<sup>e</sup> siècles : inscription par arrêté du 04 juin 1926

**Pour rappel, les travaux exécutés dans le champ de visibilité d'un immeuble protégé au titre des monuments historiques dispensés d'autorisation ou de déclaration préalable au titre du code de l'urbanisme, restent soumis à autorisation au titre du code du patrimoine (hors travaux d'entretien) en application de l'article L.621-32 II.**

#### Article L.621-31 du code du patrimoine :

Lorsqu'un immeuble est adossé à un immeuble classé ou situé dans le champ de visibilité d'un édifice classé ou inscrit au titre des monuments historiques, il ne peut faire l'objet, tant de la part des propriétaires privés que des collectivités et établissements publics, d'aucune construction nouvelle, d'aucune démolition, d'aucun déboisement, d'aucune transformation ou modification de nature à en affecter l'aspect, sans une autorisation préalable.

Lorsque les travaux concernent un immeuble adossé à un immeuble classé, cette autorisation est également délivrée au regard de l'atteinte qu'ils sont susceptibles de porter à la conservation de l'immeuble classé.

La même autorisation est nécessaire lorsque l'immeuble est situé dans le champ de visibilité d'un parc ou d'un jardin classé ou inscrit ne comportant pas d'édifice, si le périmètre de protection de ce parc ou de ce jardin a été délimité dans les conditions fixées aux cinquième ou sixième alinéas de l'article L.621-30.

Si les travaux concernent un immeuble lui-même classé ou inscrit au titre des monuments historiques, l'autorisation est celle prévue à

l'article L.621-9 et au deuxième alinéa de l'article L.621-27.

Toutefois, si les travaux concernent un immeuble inscrit au titre des monuments historiques et ne relèvent pas du permis de construire, du permis de démolir, du permis d'aménager ou de la déclaration préalable prévus au livre IV du code de l'urbanisme, l'autorisation est délivrée conformément au II de l'article L.621-32 du présent code.

Si les travaux concernent un immeuble qui n'est ni classé, ni inscrit au titre des monuments historiques, l'autorisation est délivrée conformément au même article L. 621-32.

#### Article L.621-32 du code du patrimoine :

I. — Le permis de construire, le permis de démolir, le permis d'aménager ou l'absence d'opposition à déclaration préalable tient lieu de l'autorisation prévue au premier alinéa de l'article L. 621-31 si l'architecte des Bâtiments de France a donné son accord.

...

II. — Lorsqu'elle ne concerne pas des travaux pour lesquels le permis de construire, le permis de démolir, le permis d'aménager ou la déclaration préalable est nécessaire au titre du code de l'urbanisme, la demande d'autorisation prévue à l'article L.621-31 du présent code est adressée à l'autorité administrative. Celle-ci statue après avoir recueilli l'avis de l'architecte des Bâtiments de France. Toutefois, si le ministre chargé de la culture a décidé d'évoquer le dossier, l'autorisation ne peut être délivrée qu'avec son accord exprès.

Si l'autorité administrative n'a pas notifié sa réponse aux intéressés dans le délai de quarante jours à dater du dépôt de leur demande ou si cette réponse ne leur donne pas satisfaction, ils peuvent former un recours hiérarchique dans les deux mois suivant la notification de la réponse de l'autorité administrative ou l'expiration du délai de quarante jours imparti à l'autorité administrative pour procéder à ladite notification.

L'autorité administrative statue. Si sa décision n'a pas été notifiée aux intéressés dans un délai fixé par voie réglementaire à partir de la réception de leur demande, cette demande est considérée comme rejetée.

Les auteurs de la demande sont tenus de se conformer aux prescriptions qui leur sont imposées pour la protection de l'immeuble classé ou inscrit par l'autorité administrative dans le cas prévu au troisième alinéa de l'article L. 621-31 et dans les cas prévus aux trois premiers alinéas du présent II.

Le décret n°2014-1314 du 31 octobre 2014 formalise la demande d'autorisation préalable au titre du code du patrimoine pour la réalisation de travaux non soumis à formalité au titre du code de l'urbanisme (articles R.621-96 à R.621-96-18 du code du patrimoine).

Les travaux concernés par cette autorisation spéciale sont essentiellement des travaux d'infrastructure terrestre, maritime ou fluviale (voies, ponts, ports, aéroports), des travaux affectant les espaces publics (création d'une voie, aménagement d'un espace public...), des travaux dispensés de formalité au titre du code de l'urbanisme en application d'un seuil de superficie ou de hauteur ou encore des coupes et abattages d'arbre.

#### **b) Monument naturel et site**

##### • **Site inscrit**

- Vexin français, site inscrit par arrêté du 19 juin 1972

#### **Pour rappel :**

**– les travaux exécutés dans un site inscrit dispensés d'autorisation ou de déclaration préalable au titre du code de l'urbanisme, restent soumis à autorisation au titre du code de l'environnement en application des articles L.341-1 et R.341-9.**

## **II. RECOMMANDATIONS GÉNÉRALES**

### **a) Patrimoine non protégé**

À ce jour, aucun recensement au titre de l'inventaire général du patrimoine n'a été réalisé sur le territoire de la commune de Lainville-en-Vexin. Cependant, le STAP des Yvelines a repéré le patrimoine non protégé de la commune pour son intérêt historique, architectural ou lié à l'histoire locale. Cette liste, établie à partir de l'ouvrage « Le patrimoine des communes des Yvelines » (Éditions Flohic, collection patrimoine des communes de France, août 2000) et des ressources des archives départementales des Yvelines, pourra être mise à jour et complétée.

- Croix de l'Herminette, haut Moyen Âge ; D205
- Croix du carrefour de la Renoncière
- Lavoir de la Mare aux Pois ; chemin de la Mare aux Pois
- Lavoir de la Côte-Duché, 1876 ; chemin de la Côte-Duché
- Château des Bruyères ; croisement rue du Vexin et Chemin du Roi
- Hameau de la Guillaumette, maison et maison à porte charretière
- Villa La Guillaumette ; 21 rue du Vexin

- Le Pavillon, début XIX<sup>e</sup> siècle ; rue du Vexin
- Porche d'entrée de l'ancien château de Lainville ; impasse Crussol
- Château de la Forestine, début du XX<sup>e</sup> siècle ; bois du Maléra

En conséquence il conviendrait de bien identifier ces édifices lors de l'élaboration du PLU (éléments du paysage, immeubles, monuments) et de les protéger au titre de l'article L.123-1-5-III.2° du code de l'urbanisme.

Cette protection pourra être accompagnée de prescriptions ou recommandations architecturales (article 11 du règlement, ou document en annexe).

L'objectif recherché est d'accompagner l'évolution et la mise en valeur de ces édifices, et de s'assurer qu'ils ne risquent pas d'être dénaturés et de perdre les caractéristiques architecturales garantes de leur valeur et de leur authenticité.

#### **b) Caractéristiques particulières du bâti et des paysages**

##### **• Zone rurale :**

Le règlement et la délimitation des zones pourront s'attacher à préserver les structures remarquables du paysage rural (relief, bois, prairies, haies, arbres, ...) et à assurer leur pérennité.

Les perspectives et vues lointaines vers (et depuis) les principaux points d'intérêt paysager (château, vallons, ...) pourront être répertoriées et retranscrites dans les documents graphiques et écrits du PLU. La délimitation du zonage pourra en tenir compte de manière à éviter des implantations ou aménagements qui contrediraient ces vues proches ou lointaines.

Il serait envisageable d'étudier les possibilités d'évolution des bâtiments agricoles anciens (changements possibles d'affectation), leurs possibilités d'extensions, et notamment d'insertion paysagère des bâtiments autorisés tels que ceux liés à l'exploitation agricole.

##### **• Territoire urbanisé**

Le règlement et la délimitation des zones pourront s'attacher à valoriser et à préserver les structures générales du bâti en matière d'implantations, formes et volumes, matériaux, mises en œuvre et teintes, proportions et dimensions des percements, simplicité des clôtures.

Il est souhaitable que le règlement comporte un volet spécifique à la réhabilitation du bâti ancien, et qu'il ne comporte pas d'ambiguïté sur la nature des matériaux envisageables notamment en couvertures (impact paysager très fort), façades, menuiseries et clôtures.

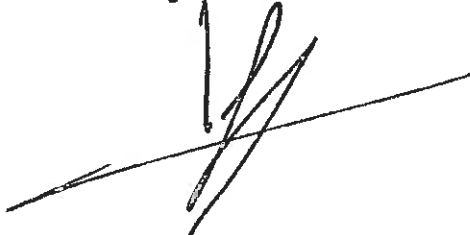
L'introduction de techniques nouvelles ou liées aux énergies renouvelables pourra être prévue dans le règlement, en orientant vers une intégration architecturale tenant compte des caractéristiques des paysages et du bâti existant ou environnant.

III. ASSOCIATION A L'ELABORATION DU P.L.U. : oui

IV. CONSULTATION SUR LE PROJET DU P.L.U. ARRETE : oui

L'architecte des bâtiments de France  
Adjoint au chef du STAP des Yvelines

Serge LIFCHITZ



Copies à : Monsieur le Sous-Préfet de Mantes-la-Jolie  
DDT 78 / STA Nord  
DRAC Île-de-France / S.R.A. et Service Architecture  
DRIEE Île-de-France / SBPRN / Pôle Paysages et sites




**Ma sélection**

**Immeubles classés ou inscrits - Yvelines - 78**

-  En instance de classement
-  Partiellement inscrit
-  Inscrit
-  Partiellement Classé-Inscrit
-  Partiellement Classé
-  Classé
-  Par défaut

En date du : 2019-02-12  
Propriétaire : DRAC  
Île-de-France

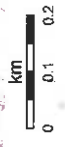
**Périmètre de protection d'un monument historique - Yvelines - 78**

-  Abords MH
- En date du : 2012-11-27
- Propriétaire : DRAC
- Île-de-France

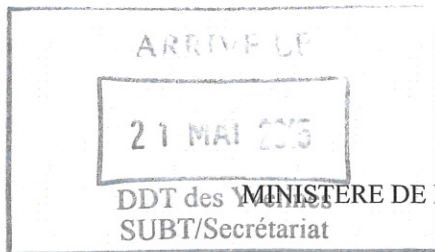
**Données de référence**

**Parcelles cadastrales**

Propriétaire MH







MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION

Versailles, 21 MAI 2015

Direction régionale  
des affaires culturelles  
d'Île-de-France

Service territorial de  
l'architecture et du  
patrimoine des Yvelines

Affaire suivie par : Julia Bertaudon  
Tél : 01 39 50 50 60  
Courriel : [julia.bertaudon@culture.gouv.fr](mailto:julia.bertaudon@culture.gouv.fr)

Réf : JB/SL/n° 306  
P.J. : Extrait atlas des patrimoines  
servitudes MH

L'architecte des bâtiments de France  
Adjoint au chef du service territorial de l'architecture et du  
patrimoine des Yvelines

à  
Direction départementale des territoires  
des Yvelines  
SUBT / Planification  
35 rue de Noailles  
78011 VERSAILLES cedex

Objet : Commune de Lainville-en-Vexin – Élaboration du PLU  
Porter à connaissance

À la suite de votre consultation portant sur l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme cité en objet, j'ai l'honneur de vous faire savoir que le territoire de la commune de Lainville-en-Vexin est affecté par les servitudes suivantes :

## I. SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE – PATRIMOINE CULTUREL

### a) Monuments historiques

#### • Édifice inscrit

- Église et croix de cimetière : inscription par arrêté du 30 mars 1944

*Édifice inscrit au titre des monuments historiques situé sur la commune de Sailly dont le périmètre de protection couvre une partie du territoire de la commune de Lainville-en-Vexin*

- Abbaye de Montcient (vestiges), XII<sup>e</sup> et XIII<sup>e</sup> siècles : inscription par arrêté du 04 juin 1926

**Pour rappel, les travaux exécutés dans le champ de visibilité d'un immeuble protégé au titre des monuments historiques dispensés d'autorisation ou de déclaration préalable au titre du code de l'urbanisme, restent soumis à autorisation au titre du code du patrimoine (hors travaux d'entretien) en application de l'article L.621-32 II.**

#### Article L.621-31 du code du patrimoine :

Lorsqu'un immeuble est adossé à un immeuble classé ou situé dans le champ de visibilité d'un édifice classé ou inscrit au titre des monuments historiques, il ne peut faire l'objet, tant de la part des propriétaires privés que des collectivités et établissements publics, d'aucune construction nouvelle, d'aucune démolition, d'aucun déboisement, d'aucune transformation ou modification de nature à en affecter l'aspect, sans une autorisation préalable.

Lorsque les travaux concernent un immeuble adossé à un immeuble classé, cette autorisation est également délivrée au regard de l'atteinte qu'ils sont susceptibles de porter à la conservation de l'immeuble classé.

La même autorisation est nécessaire lorsque l'immeuble est situé dans le champ de visibilité d'un parc ou d'un jardin classé ou inscrit ne comportant pas d'édifice, si le périmètre de protection de ce parc ou de ce jardin a été délimité dans les conditions fixées aux cinquième ou sixième alinéas de l'article L.621-30.

Si les travaux concernent un immeuble lui-même classé ou inscrit au titre des monuments historiques, l'autorisation est celle prévue à

l'article L.621-9 et au deuxième alinéa de l'article L.621-27.

Toutefois, si les travaux concernent un immeuble inscrit au titre des monuments historiques et ne relèvent pas du permis de construire, du permis de démolir, du permis d'aménager ou de la déclaration préalable prévus au livre IV du code de l'urbanisme, l'autorisation est délivrée conformément au II de l'article L.621-32 du présent code.

Si les travaux concernent un immeuble qui n'est ni classé, ni inscrit au titre des monuments historiques, l'autorisation est délivrée conformément au même article L. 621-32.

#### Article L.621-32 du code du patrimoine :

I. — Le permis de construire, le permis de démolir, le permis d'aménager ou l'absence d'opposition à déclaration préalable tient lieu de l'autorisation prévue au premier alinéa de l'article L. 621-31 si l'architecte des Bâtiments de France a donné son accord.

...

II. — Lorsqu'elle ne concerne pas des travaux pour lesquels le permis de construire, le permis de démolir, le permis d'aménager ou la déclaration préalable est nécessaire au titre du code de l'urbanisme, la demande d'autorisation prévue à l'article L.621-31 du présent code est adressée à l'autorité administrative. Celle-ci statue après avoir recueilli l'avis de l'architecte des Bâtiments de France. Toutefois, si le ministre chargé de la culture a décidé d'évoquer le dossier, l'autorisation ne peut être délivrée qu'avec son accord exprès.

Si l'autorité administrative n'a pas notifié sa réponse aux intéressés dans le délai de quarante jours à dater du dépôt de leur demande ou si cette réponse ne leur donne pas satisfaction, ils peuvent former un recours hiérarchique dans les deux mois suivant la notification de la réponse de l'autorité administrative ou l'expiration du délai de quarante jours imparti à l'autorité administrative pour procéder à ladite notification.

L'autorité administrative statue. Si sa décision n'a pas été notifiée aux intéressés dans un délai fixé par voie réglementaire à partir de la réception de leur demande, cette demande est considérée comme rejetée.

Les auteurs de la demande sont tenus de se conformer aux prescriptions qui leur sont imposées pour la protection de l'immeuble classé ou inscrit par l'autorité administrative dans le cas prévu au troisième alinéa de l'article L. 621-31 et dans les cas prévus aux trois premiers alinéas du présent II.

Le décret n°2014-1314 du 31 octobre 2014 formalise la demande d'autorisation préalable au titre du code du patrimoine pour la réalisation de travaux non soumis à formalité au titre du code de l'urbanisme (articles R.621-96 à R.621-96-18 du code du patrimoine).

Les travaux concernés par cette autorisation spéciale sont essentiellement des travaux d'infrastructure terrestre, maritime ou fluviale (voies, ponts, ports, aéroports), des travaux affectant les espaces publics (création d'une voie, aménagement d'un espace public...), des travaux dispensés de formalité au titre du code de l'urbanisme en application d'un seuil de superficie ou de hauteur ou encore des coupes et abattages d'arbre.

### **b) Monument naturel et site**

#### • **Site inscrit**

- Vexin français, site inscrit par arrêté du 19 juin 1972

#### **Pour rappel :**

**– les travaux exécutés dans un site inscrit dispensés d'autorisation ou de déclaration préalable au titre du code de l'urbanisme, restent soumis à autorisation au titre du code de l'environnement en application des articles L.341-1 et R.341-9.**

## **II. RECOMMANDATIONS GÉNÉRALES**

### **a) Patrimoine non protégé**

À ce jour, aucun recensement au titre de l'inventaire général du patrimoine n'a été réalisé sur le territoire de la commune de Lainville-en-Vexin. Cependant, le STAP des Yvelines a repéré le patrimoine non protégé de la commune pour son intérêt historique, architectural ou lié à l'histoire locale. Cette liste, établie à partir de l'ouvrage « Le patrimoine des communes des Yvelines » (Éditions Flohic, collection patrimoine des communes de France, août 2000) et des ressources des archives départementales des Yvelines, pourra être mise à jour et complétée.

- Croix de l'Herminette, haut Moyen Âge ; D205
- Croix du carrefour de la Renoncière
- Lavoir de la Mare aux Pois ; chemin de la Mare aux Pois
- Lavoir de la Côte-Duché, 1876 ; chemin de la Côte-Duché
- Château des Bruyères ; croisement rue du Vexin et Chemin du Roi
- Hameau de la Guillaumette, maison et maison à porte charretière
- Villa La Guillaumette ; 21 rue du Vexin

- Le Pavillon, début XIX<sup>e</sup> siècle ; rue du Vexin
- Porche d'entrée de l'ancien château de Lainville ; impasse Crussol
- Château de la Forestine, début du XX<sup>e</sup> siècle ; bois du Maléra

En conséquence il conviendrait de bien identifier ces édifices lors de l'élaboration du PLU (éléments du paysage, immeubles, monuments) et de les protéger au titre de l'article L.123-1-5-III.2° du code de l'urbanisme.

Cette protection pourra être accompagnée de prescriptions ou recommandations architecturales (article 11 du règlement, ou document en annexe).

L'objectif recherché est d'accompagner l'évolution et la mise en valeur de ces édifices, et de s'assurer qu'ils ne risquent pas d'être dénaturés et de perdre les caractéristiques architecturales garantes de leur valeur et de leur authenticité.

#### **b) Caractéristiques particulières du bâti et des paysages**

- **Zone rurale :**

Le règlement et la délimitation des zones pourront s'attacher à préserver les structures remarquables du paysage rural (relief, bois, prairies, haies, arbres, ...) et à assurer leur pérennité.

Les perspectives et vues lointaines vers (et depuis) les principaux points d'intérêt paysager (château, vallons, ...) pourront être répertoriées et retranscrites dans les documents graphiques et écrits du PLU. La délimitation du zonage pourra en tenir compte de manière à éviter des implantations ou aménagements qui contrediraient ces vues proches ou lointaines.

Il serait envisageable d'étudier les possibilités d'évolution des bâtiments agricoles anciens (changements possibles d'affectation), leurs possibilités d'extensions, et notamment d'insertion paysagère des bâtiments autorisés tels que ceux liés à l'exploitation agricole.

- **Territoire urbanisé**

Le règlement et la délimitation des zones pourront s'attacher à valoriser et à préserver les structures générales du bâti en matière d'implantations, formes et volumes, matériaux, mises en œuvre et teintes, proportions et dimensions des percements, simplicité des clôtures.

Il est souhaitable que le règlement comporte un volet spécifique à la réhabilitation du bâti ancien, et qu'il ne comporte pas d'ambiguïté sur la nature des matériaux envisageables notamment en couvertures (impact paysager très fort), façades, menuiseries et clôtures.

L'introduction de techniques nouvelles ou liées aux énergies renouvelables pourra être prévue dans le règlement, en orientant vers une intégration architecturale tenant compte des caractéristiques des paysages et du bâti existant ou environnant.

III. ASSOCIATION A L'ELABORATION DU P.L.U. : **oui**

IV. CONSULTATION SUR LE PROJET DU P.L.U. ARRETE : **oui**

L'architecte des bâtiments de France  
Adjoint au chef du STAP des Yvelines

Serge LIFCHITZ



Copies à : Monsieur le Sous-Préfet de Mantes-la-Jolie  
DDT 78 / STA Nord  
DRAC Île-de-France / S.R.A. et Service Architecture  
DRIEE Île-de-France / SBPRN / Pôle Paysages et sites





Ma sélection

Immeubles classés ou inscrits - Yvelines - 78

- En instance de classement
- Partiellement inscrit
- Inscrit
- Partiellement Classé-inscrit
- Partiellement Classé
- Classé
- Par défaut

En date du : 2013-02-12  
 Propriétaire : DRAC  
 Ile-de-France

Périmètre de protection d'un monument historique - Yvelines - 78

Abords MH  
 En date du : 2012-11-27  
 Propriétaire : DRAC  
 Ile-de-France

Données de référence

Parcelles cadastrales  
 Propriétaire : IGN







Ma sélection

Immeubles classés ou inscrits - Yvelines - 78

- En instance de classement
- Partiellement Inscrit
- Inscrit
- Partiellement Classé-Inscrit
- Partiellement Classé
- Classé
- Par défaut

En date du : 2013-02-12

Propriétaire : DRAC

Ile-de-France

Périmètre de protection d'un monument historique - Yvelines - 78

- Abords MH

En date du : 2012-11-27

Propriétaire : DRAC

Ile-de-France

Données de référence

Parcelles cadastrales

Propriétaire : IGN

